



**PRÉFET
DE L'AUBE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de la coordination
interministérielle et de
l'appui territorial**

Arrêté n° PCICP2025216-0003

Arrêté préfectoral complémentaire renforçant les prescriptions de défense contre l'incendie applicables au site SOUFFLET « NOGENT PORT » exploité par les sociétés SOUFFLET AGRICULTURE, SOUFFLET MALT, S.ENERGIES et INVIVO GROUP sur le territoire de la commune de NOGENT-SUR-SEINE

Le préfet de l'Aube
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 181-14 et R. 141-45 ;

VU le décret du 26 janvier 2023 nommant M. Mathieu ORSI secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU le décret du 23 octobre 2024 nommant M. Pascal COURTADE préfet de l'Aube ;

VU l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation, notamment son annexe 2 relatif aux valeurs de référence de seuils d'effets des phénomènes dangereux pouvant survenir dans des installations classées ;

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, notamment le dernier alinéa de l'article 51 relatif à la consolidation de l'étude de dangers ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n° PCICP2025106-0002 du 16 avril 2025 recodifiant les arrêtés antérieurs du site SOUFFLET « Nogent Port » ;

VU l'arrêté préfectoral n° PCICP2025127-0002 du 7 mai 2025 portant délégation de signature à M. Mathieu ORSI secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU les études de dangers établies, pour partie, en 2009 et 2013 ;

VU la demande exprimée par le service départemental d'incendie et de secours (SDIS) de l'Aube ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées établi à la suite de la visite d'inspection du 3 octobre 2024 et ses observations relatives au plan d'opération interne ;

VU le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées établi à la suite de la visite d'inspection du 19 mai 2025 ;

VU le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 23 juin 2025 ;

VU les observations présentées par la société sur ce projet par courrier du 30 juin 2025 ;

CONSIDÉRANT que les secours ont informé l'inspection des installations classées et les services de la préfecture d'un incendie couvant dans la cellule C5 du silo Malt 1 ;

CONSIDÉRANT que l'incendie couvant a conduit à l'arrêt des installations liées à cette cellule, puis à la vidange de celle-ci ;

CONSIDÉRANT que l'inspection des installations classées a constaté lors de sa visite du 19 mai 2025 que la cellule a été exposée à une grande variation de température (incendie couvant à 75°C et injection d'azote faisant apparaître du givre à l'extérieur du musoir) pouvant impacter la solidité de sa structure ;

CONSIDÉRANT qu'il convient que la cellule ne soit pas utilisée avant que l'exploitant démontre que la reprise de l'activité est faite sans risque ;

CONSIDÉRANT que le retour d'expérience montre que la quantité d'émulseur présente sur site (60 L), est insuffisante et que le SDIS de l'Aube demande à ce que la quantité soit portée à 5 m³ ;

CONSIDÉRANT que le retour d'expérience montre également que l'organisation de l'ensemble des moyens d'inertage ne permet pas actuellement d'assurer leur caractère opérationnel en permanence ;

CONSIDÉRANT que le plan d'opération interne a besoin d'être mis à jour et rendu davantage fonctionnel ;

CONSIDÉRANT que la communication vers l'administration a été tardive et que des dysfonctionnements ont été constatés dans l'organisation du dispositif de gestion de crise ;

CONSIDÉRANT que l'étude de dangers du site est composée de plusieurs études, dont l'étude de dangers de 2009 qui n'est disponible qu'en version papier, ce qui rend difficile la recherche d'informations à distance en situation d'urgence ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

ARRÊTE

ARTICLE 1 - OBJET

Les sociétés SOUFFLET AGRICULTURE, SOUFFLET MALT, S.ENERGIES et INVIVO GROUP sont tenues de se conformer aux prescriptions du présent arrêté pour leur site de « NOGENT PORT », implanté Quai Sarraill sur le territoire de la commune de NOGENT-SUR-SEINE.

ARTICLE 2 - CONSOLIDATION DE L'ÉTUDE DE DANGER

L'exploitant est tenu de consolider l'étude de danger du site en version informatisée, avant le 31 décembre 2025. Les cartographies doivent comporter les distances d'effet de 20 mbars.

ARTICLE 3 - CONSOLIDATION DU PLAN D'OPÉRATION INTERNE

Le plan d'opération interne est complété avant le 31 décembre 2025, notamment au regard des observations émises dans les rapports de l'inspection des installations classées établis à la suite des visites d'inspection du 3 octobre 2024 et 19 mai 2025. Ce document est transmis à l'inspection des installations classées.

Le plan d'opération interne est testé dans sa globalité, lors d'un nouvel exercice réalisé en présence de l'inspection des installations classées. L'équipe est formée au préalable à la montée en puissance requise lors d'une gestion de crise.

ARTICLE 4 - REMISE EN SERVICE DE LA CELLULE C5 DU SILO MALT 1

L'ensemble des installations en lien avec l'incendie est nettoyé préalablement à toute opération de travaux (hormis les travaux de mise en sécurité).

La remise en service de tout ou partie des installations placées à l'arrêt consécutivement à l'incendie du 18 mai 2025 fait l'objet d'une demande préalable auprès du préfet de l'Aube. Cette information est accompagnée d'un rapport de l'exploitant démontrant que la reprise de l'activité n'engendre pas de risque supplémentaire par rapport au fonctionnement défini dans les arrêtés en vigueur pour le site, notamment au regard de l'état de la structure.

Dans le cas de la restauration des installations endommagées, si l'exploitant choisit de maintenir une partie des installations en service, il justifie de la faisabilité technique de cette méthode via un rapport transmis au préfet et à l'inspection des installations classées avant remise en service.

Cette demande intervient au minimum 10 jours ouvrés avant la date de reprise envisagée par l'exploitant.

ARTICLE 5 - RESPECT DU VOLUME VIDE DU SILO MALT 1

En complément de l'article 8.5.2.2.3 de l'arrêté préfectoral du 16 avril 2025 :

Dans l'attente de la remise en service de la cellule C5 actuellement vide, l'exploitant explicite sous 15 jours les modalités de fonctionnement spécifiques assurant à tout moment que la somme des volumes libres des cellules (y compris as de carreaux) du silo malt 1 est inférieure à 1 978 m³.

ARTICLE 6 - MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

En complément de l'article 8.5.2.3 de l'arrêté préfectoral du 16 avril 2025 :

L'exploitant met en place une organisation des moyens de lutte contre l'incendie, en accord avec le SDIS de l'Aube. Elle prévoit notamment l'approvisionnement d'une quantité suffisante d'émulseur, proportionnée à l'intensité et à la durée du sinistre. De plus, elle inclut le remplacement de l'émulseur consommé par les secours durant le délai d'acheminement.

A minima une réserve supplémentaire d'1 m³ d'émulseur est présente à demeure sur site. Elle est mobilisable en cas de sinistre sur un autre site, implanté à proximité de Nogent Port.

ARTICLE 7 - INERTAGE

En renforcement des dispositions de l'article 8.5.3 de l'arrêté préfectoral du 16 avril 2025 :

Le site dispose sur site d'un réchauffeur d'azote et d'un flexible adapté permettant de relier le réchauffeur à la cellule concernée. Cet équipement est mobilisable en cas de sinistre sur un autre site, implanté à proximité de Nogent Port.

Sous 6 mois, l'exploitant doit mettre en place une organisation, formalisée dans le plan d'opération interne, permettant de sécuriser l'approvisionnement en azote en cas de sinistre.

Cette organisation prévoit les conditions assurant un approvisionnement en permanence, notamment en s'assurant que le conducteur soit formé à la livraison sur des réchauffeurs d'azote, en anticipant le délai de prévisionnel maximal de mise à disposition de l'azote et les autorisations de circulation les week-ends et jours fériés, ainsi que les rotations des différentes livraisons de manière à ce que la possibilité d'inertage reste effective durant toute la durée de l'incendie pouvant perdurer plusieurs jours.

ARTICLE 8 - CONSISTANCE DES INSTALLATIONS AUTORISÉES

En lieu et place des dispositions de l'article 1.2.6 de l'arrêté préfectoral du 16 avril 2025 :

ARTICLE 8.1 - MALTERIE NOGENT 1 (SOUFFLET MALT)

Les installations de la malterie NOGENT 1 se décomposent de la manière suivante :

- 2 cuves de trempe cylindro-coniques à fond plat de 240 tonnes,
- 6 germoirs de 240 tonnes,
- 1 touraille à deux plateaux,
- une tour de manutention munie de 2 élévateurs (qui effectue la liaison entre le bâtiment de trempe, les germoirs et les tourailles),
- 2 locaux pompe, 2 bassins eau propre, deux bassins eaux usées,
- 1 galerie de liaison menant à la tour de manutention.

ARTICLE 8.2 - MALTERIE NOGENT 2 (SOUFFLET MALT)

La malterie NOGENT 2 (SOUFFLET MALT) a été autorisée en 2010 et se compose de :

- 9 cuves de trempe cylindro-coniques de 61 tonnes (170 m³),
- 1 cuve de trempe cylindrique à fond plat de 550 tonnes (1 900 m³),
- 5 germoirs de 550 tonnes,
- 1 touraille à deux plateaux,
- une tour de manutention munie de 2 élévateurs (qui effectue la liaison entre le bâtiment de trempe, les germoirs et les tourailles),
- 2 locaux pompe, 2 bassins eau propre, deux bassins eaux usées,
- 1 galerie de liaison menant à la tour de manutention,
- des installations techniques, notamment une salle des machines pour la production de froid, autorisées en 2010.

ARTICLE 8.3 - SILOS DE STOCKAGE HORIZONTAUX

3 silos horizontaux sont présents :

- Terray 1 de 3 866 m³, construit en 1963,
- Terray 2 de 1 732 m³, construit en 1969,
- Granulés : 11 000 m³.

ARTICLE 8.4 - SILOS DE STOCKAGE VERTICAUX

12 silos verticaux sont présents :

- Silo Terray 2 de 1 641 m³, construit en 1964 :
 - 7 cellules carrées à fond plat de 167 t, soit 223 m³ chacune,
 - 2 cellules carrées de 30 t, soit 40 m³ chacune,
 - 1 tour de travail de 5 niveaux, comportant 1 balance sur le circuit d'expédition péniche.

- Silo Terray 3 de 20 692 m³, construit en 1971 :
 - 10 cellules carrées à fond plat de 1 352 t, soit 1 802 m³ chacune,
 - 2 cellules carrées de 718 t, soit 957 m³ chacune,
 - 2 cellules carrées de 25 t, soit 33 m³ chacune,
 - 4 cellules carrées de 130 t, soit 173 m³ chacune,
 - 1 tour de travail de 5 niveaux, comportant 1 chaîne de préparation : 1 nettoyeur séparateur, 1 émotteur.
- Silo « Abattoir » de 26 390 m³, construit en 1974 :
 - 5 cellules carrées à fond plat de 3 959 t, soit 5 278 m³ chacune,
 - 1 tour de travail de 3 niveaux (rez-de-chaussée et deux étages) comportant 1 chaîne de préparation : 1 émotteur.
- Silo Y de 33 200 m³, construit en 1979 :
 - 20 cellules cylindriques de 1 000 t, soit 1 330 m³ chacune,
 - 1 cellule cylindrique de 800 t, soit 1 064 m³ chacune,
 - 7 as de carreau de 250 t, soit 333 m³ chacun,
 - 4 boisseaux tampon, situés dans la tour, d'une capacité unitaire de 350 t, soit 466 m³,
 - 2 boisseaux tampon, situés dans la tour, d'une capacité unitaire de 80 t, soit 106 m³,
 - 4 boisseaux de chargement de 45 t, soit 60 m³ chacun,
 - 1 tour de travail de 8 niveaux (rez-de-chaussée et sept étages) comportant 1 chaîne de préparation : 1 calibreur, 2 nettoyeurs rotatif, 1 émotteur, 1 balance.
- Silo Tourteaux de 2 400 m³ :
 - 4 cellules cylindriques de 450 t, soit 600 m³ chacune.
- Silo Marceau de 26 880 m³, construit en 1985 :
 - 6 cellules cylindriques de 3 360 t, soit 4 480 m³ chacune,
 - 1 tour de travail de 3 niveaux (rez-de-chaussée et deux étages) comportant 1 chaîne de préparation : 1 nettoyeur.
- Silo Malt 1 de 13 057 m³ équivalent à 10 677 m³ de malt, construit en 1972 :
 - 12 cellules cylindriques de 500 t de malt, soit 8 000 m³ chacune,
 - 1 boisseau tampon d'orge C1 de 200 t, soit 266 m³,
 - 1 boisseau tampon C2 de 200 t, soit 266 m³ (condamné),
 - 1 demi-cellule C5 de 200 t, soit 266 m³,
 - 1 demi-cellule C9 de 170 t, soit 227 m³,
 - 2 demi-cellules C4 et C8 de 150 t, soit 200 m³ chacune,
 - 4 demi-as de carreau C6, C6', C7 et C11 de 70 t, soit 93 m³ chacun,
 - 5 as de carreau C10, C15, C16, C20 et C21 de 160 t, soit 1066 m³ chacun,
 - 1 tour de travail de 11 niveaux comportant 2 chaînes de préparation (expédition et dégermage) : 1 nettoyeur séparateur, 1 dégermeuse.

- Silo Orge Malterie de 7 767 m³ pour 5200 m³ d'orge, construit en 1974 :
 - 6 cellules cylindriques de 600 t, soit 800 m³ chacune,
 - 2 as de carreau de 150 t, soit 200 m³ chacun.
- Silo France Luzerne de 3 958 m³ pour 3693 m³ de malt, construit en 1972 :
 - 6 cellules carrées en palplanches de 300 t, soit 2 400 m³ chacune,
 - 12 cellules carrées en palplanches de 70 t, soit 1 120 m³ chacune,
 - 2 boisseaux tampon, situés dans la tour, d'une capacité unitaire respective de 60 et 70 t, soit 80 et 93 m³,
 - 1 tour de travail de 4 niveaux comportant 2 chaînes de préparation (vrac et sacs) : 1 épurateur vrac, 1 épurateur sacs.
- Silo Orge 1 (SOUFFLET AGRICULTURE) qui assure le stockage de la matière première pour la fabrication du malt, d'une capacité totale de stockage de 139 250 m³ et autorisé en 2010 :
 - 20 cellules cylindriques de 4 500 t, soit 6 430 m³ chacune,
 - 7 as de carreau de 1 090 t, soit 1 560 m³ chacun,
 - 2 boisseaux tampon, situés dans la tour, d'une capacité unitaire de 80 t, soit 115 m³,
 - une tour de travail qui comporte deux chaînes de préparation : 1 trieur magnétique, 1 nettoyeur séparateur, 1 calibre trieur, 1 balance.
- Silo Malt 2 (SOUFFLET MALT) pour le stockage et la production de produits finis, autorisé en 2010 :
 - 16 cellules cylindriques de 1035 t, soit 22 080 m³ chacune,
 - 5 as de carreau (C51 à C55) de 250 t, soit 1 667 m³ chacun,
 - 1 tour de travail-manutention de 5 niveaux comportant 1 chaîne de préparation (expédition malt) : 1 épurateur,
 - un silo tampon de 450 m³.
- Silo Orge 2 (SOUFFLET AGRICULTURE), autorisé en 2014 :
 - 12 cellules cylindriques de 4 628 t, soit 6 170 m³ chacune,
 - 4 as de carreau de 1 200 t, soit 1 600 m³ chacun,
 - une tour de travail qui comporte 4 niveaux (rez-de-chaussée et trois étages).

ARTICLE 8.5 - AUTRES INSTALLATIONS

- une station d'épuration (SOUFFLET MALT) pour le traitement des effluents des deux malteries (épuration biologique aérobie), autorisée en 2010 ;
- une chaudière biomasse, autorisée en 2013 ;
- une station de carburants pour les véhicules de société, autorisée en 2013 :
 - 1 réservoir enterré de 60 m³ pour le gasoil,
 - 1 réservoir aérien de 50 m³ d'OLEO 100,
 - un point de distribution de carburant.

- une **station de carburants** (S.Energies), autorisée en 2013 :
 - 4 réservoirs enterrés métalliques de 120 m³ (2 de gasoil non routier, 1 de gasoil et 1 de fioul domestique),
 - un point de distribution installé sur un îlot comprenant 3 bras de chargement (1 par type de carburant).
- une **unité de granulation** de co-produits de malt (SOUFFLET MALT), autorisée en 2013 :
 - 3 boisseaux de 25 tonnes pour assurer le stockage des produits entrants (1 pour les radicelles ramassées directement sous les tourailles, 1 pour les radicelles obtenues pendant le dégermage, 1 pour le son de malt),
 - 14 boisseaux de 25 tonnes unitaires pour le stockage des granulés et assurer les expéditions en vrac.
- une **ancienne unité de granulation** (SOUFFLET AGRICULTURE), construite en 1994, qui a été étendue : transformation des issues en granulés.
- l'ancienne **halle technologique de recherche HTR** (InVivo Group) composée de :
 - locaux techniques :
 - salle électrique,
 - zone des utilités (chaudières et compresseurs),
 - atelier,
 - stockage de pièces détachées,
 - espaces de réception/stockage des matières premières et des produits chimiques,
 - activités administratives, locaux sociaux, laboratoire,
 - zones de process pour la recherche enzymatique :
 - DSP production de lot pilote d'extraction végétal,
 - AGC préparation et mise en place d'essai ou d'expérimentation plante,
 - partie produits finis (conditionnement et stockage).

ARTICLE 9 - MESURES DE PRÉVENTION VISANT À ÉVITER UN AUTO-ÉCHAUFFEMENT

L'exploitant s'assure que les conditions de stockage des produits en silo (durée de stockage, taux d'humidité...) n'entraînent pas de fermentation risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables. Le tableau ci-dessous listant le matériel employé est inclus à l'étude de dangers consolidée :

Boisseaux à granulés	G01 à G14	Pas de sondes – Cellules d'expédition (Temps de séjour inférieur à 7 jours)		
Silo Y	C1 à C25 As de carreau I5 à I13	Sondes thermométriques fixes	1 sonde à 8 capteurs par cellule	Sur supervision du silo Y
Silo Abattoir	C1 à C5	Sondes thermométriques fixes	4 sondes à 3 capteurs par cellule	Sur supervision du silo Y
Silo Tourteaux	C1 à C4	Sondes thermométriques fixes	1 sonde à 6 capteurs par cellule	Sur supervision du silo Y

Silo Marceau	C1 à C6	Sondes thermométriques fixes	3 sondes à 11 capteurs par cellule	Sur supervision du silo Y
Silo France Luzerne	C61 à C78	Pas de sondes – Cellules d'expédition (Temps de séjour inférieur à 5 jours)		
Silo Malt 1	C3, C7 et C10 à C26	Sondes thermométriques fixes	1 sonde à 10 capteurs par cellule	Sur supervision du silo Malt 1
Silo Mat 1	C5, C6, C6B, C8	Sondes thermométriques fixes	1 sonde à 3 capteurs par cellule	Sur Supervision du silo Malt 1
Silo Malt 1	C9	Sondes thermométriques fixes	1 sonde à 4 capteurs par cellule	Sur supervision du Silo Malt 1
Silo Malt 2	C35 à C50	Sondes thermométriques fixes	3 sondes à 12 capteurs par cellule	Sur supervision du Silo Malt 2
Silo Malt 2	C51 à C55	Sondes thermométriques fixes	1 sonde à 12 capteurs par cellule	Supervision du Silo Malt 2
Silo Orge Malterie	C27 à C34	Sondes thermométriques fixes	1 sonde à 1à capteurs par cellule	Sur supervision du Silo Malt 1
Silo Terray 1	C1	Sondes thermométriques manuelles mobiles	4 sondes	Terray 1 sur la sonde
Silo Terray 2	C1 à C12	Sondes thermométriques manuelles mobiles	5 sondes	Terray 2 sur la sonde
Silo Terray 3	C1 à C11	Sondes thermométriques manuelles mobiles	4 sondes	Terray 3 sur la sonde
Silo Orge 1	C01 à C020	Sondes thermométriques fixes	4 sondes par cellule 14 capteurs par sonde	Supervision du conducteur des silos orges
	I01 à I06		1 sonde par as de carreau 14 capteurs par sonde	
Silo Orge 2	C21 à C32	Sondes thermométriques fixes	4 sondes à 14 capteurs par cellule	Supervision du conducteur des silos orges
	I07 à I10		1 sonde à 14 capteurs par as de carreaux	

Une procédure définit la conduite à tenir en cas de détection d'anomalie par la thermométrie.

Le relevé des températures est périodique, selon une fréquence déterminée par l'exploitant, et consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les sondes thermométriques fixes reliées à un poste de commande sont équipées d'un dispositif de déclenchement d'alarme en cas de dépassement d'un seuil prédéterminé. Sous un délai de 24 mois, l'exploitant met en place un dispositif permettant que l'alarme soit transmise en tout temps à du personnel formé et compétent pour intervenir. En cas d'élévation anormale de la température ou de température anormalement élevée, l'exploitant est tenu d'informer au plus vite les services de secours.

L'exploitant doit s'assurer de la pérennité et de l'efficacité dans le temps de ces sondes. Il s'assure notamment que les boîtiers électriques assurant l'alimentation des sondes thermométriques sont étanches ou isolés de tout impact des eaux d'extinction survenant dans le bâtiment.

Des rondes régulières, selon une fréquence définie par l'exploitant, sont assurées par le personnel pour détecter un éventuel incendie, une auto-combustion ou une fermentation. Les vérifications réalisées lors de ces rondes sont consignées.

L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires afin d'éviter les infiltrations d'eau susceptibles de pénétrer dans les capacités de stockage. Les produits sont contrôlés en humidité avant ensilage et éventuellement après séchage de façon à ce qu'ils ne soient pas ensilés au-dessus de leur pourcentage maximum d'humidité.

ARTICLE 10 - NOTIFICATION – PUBLICATION – EXÉCUTION

ARTICLE 10.1 - NOTIFICATION ET PUBLICATION

Le présent arrêté est notifié au directeur du site SOUFFLET NOGENT PORT, détenu par les sociétés SOUFFLET AGRICULTURE, SOUFFLET MALT, S.ENERGIES et INVIVO GROUP.

Il est publié sur le site internet des services de l'État dans l'Aube pendant une durée minimale de quatre mois.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de NOGENT-SUR-SEINE pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'établissement est soumis, est affiché par la maire de NOGENT-SUR-SEINE, dans sa mairie, pendant une durée minimale d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est adressé par le maire à la préfecture de l'Aube – pôle de coordination interministérielle et de concertation publique.

ARTICLE 10.2 - EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et la maire de NOGENT-SUR-SEINE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée à la sous-préfecture de Nogent-sur-Seine.

Troyes, le 04 AOUT 2025

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,


Mathieu ORSI

Délais et voies de recours : En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, par la voie postale (25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex) ou par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours (www.telerecours.fr) :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Obligation de notification des recours : Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux, conformément aux dispositions de l'article R. 181-51 du code de l'environnement.